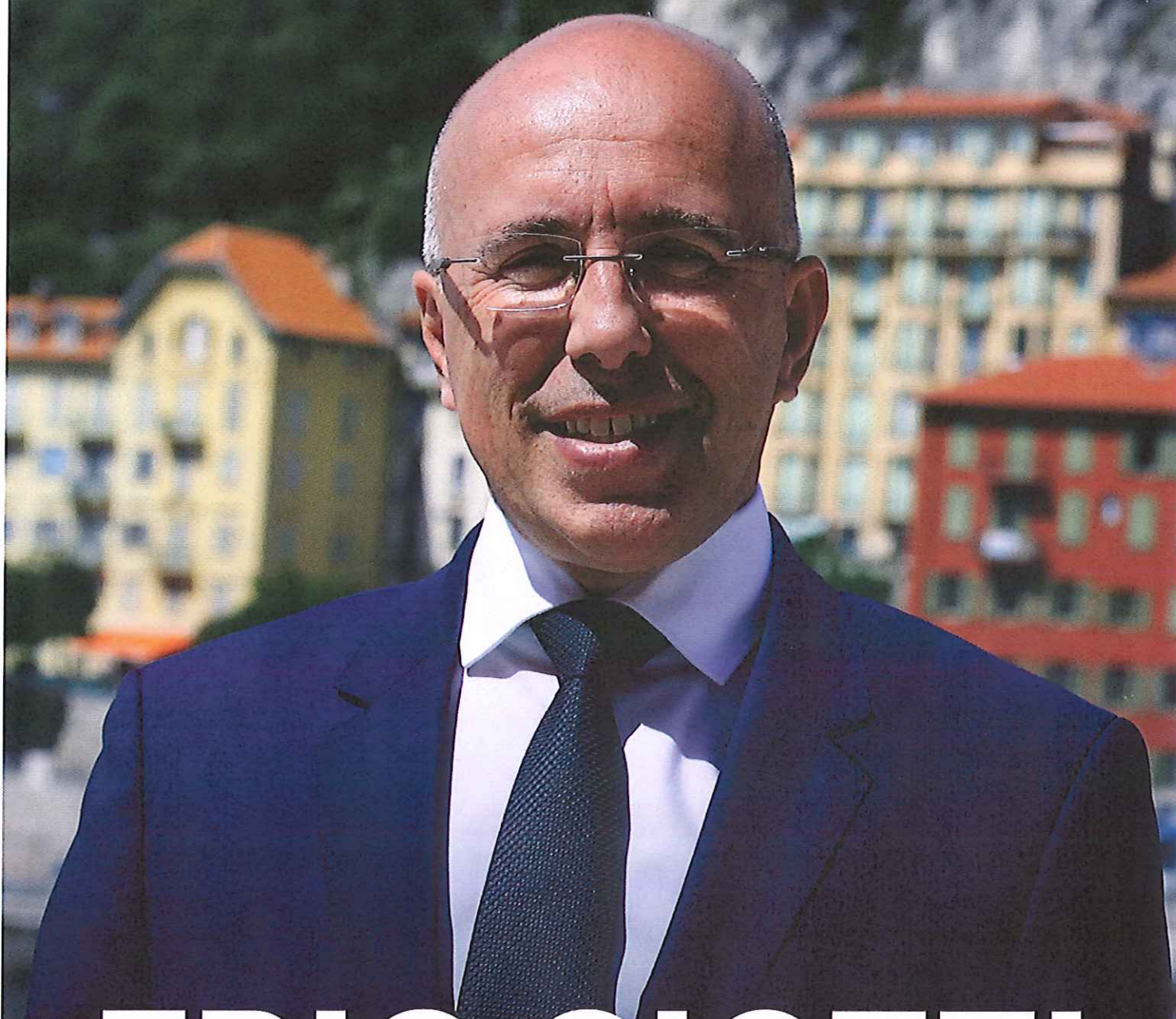


VIVE LA FRANCE !



ERIC CIOTTI

AUGUSTE VEROLA

SUPPLÉANT

les
IR
Républicains

MAJORITÉ POUR FRANCE
UNION DE LA DROITE ET DU CENTRE

udi

Chère Madame, Cher Monsieur,

Avec Auguste Vérola, mon suppléant, nous voulons exprimer notre profonde reconnaissance aux électeurs qui nous ont témoigné leur confiance en nous plaçant en tête de ce premier tour. Ils ont fait le choix de la fidélité, ils ont fait le choix d'un bilan conséquent et de l'expérience. Je veux également exprimer mon respect à ceux qui se sont prononcés pour un autre candidat.

Mais c'est surtout avec gravité que je constate que l'abstention a atteint un niveau record.

Par ces choix contrastés, vous avez exprimé vos interrogations et vos légitimes préoccupations sur le chômage, l'avenir incertain de notre jeunesse, le terrorisme, l'insécurité et l'immigration mal contrôlée.

En marche ! va obtenir une majorité absolue et quasi hégémonique. C'est une certitude. Le risque existe désormais de voir se constituer un parti unique sans contradiction. Or la démocratie, ce n'est pas le parti unique ! Je vous propose d'être un de ceux qui, à droite, porteront une parole différente à l'Assemblée nationale.

Vous me connaissez, je n'ai jamais varié dans mes engagements. Ils correspondent aux valeurs qui m'animent et aux projets que je crois bons pour Nice et pour la France. Au-delà des effets de mode j'y resterai fidèle. C'est avec des convictions qu'on permettra à notre pays d'avancer.

En me plaçant en tête, vous avez soutenu une ligne politique claire et droite autour des valeurs de liberté et d'autorité.

Ces valeurs visent à mieux protéger les Français contre le terrorisme islamiste.

Tout n'a pas été fait contre le terrorisme. Il faudra notamment placer en rétention les individus qui représentent une menace avant leur passage à l'acte.

Ces valeurs visent à mieux protéger les Français contre l'insécurité. Le niveau de la délinquance impose de réhabiliter une justice ferme, la prison et la sanction pénale, de rétablir les peines-planchers et de donner aux forces de l'ordre la reconnaissance et les moyens qu'elles méritent.

Ces valeurs visent à mieux maîtriser l'immigration. Le marasme à la frontière franco-italienne montre qu'il faut une **politique rigoureuse de contrôle de l'immigration** : le Parlement doit pouvoir décider chaque année qui la France peut accueillir sur son sol. Les étrangers délinquants ou radicalisés doivent être expulsés.

Ces valeurs visent à mieux protéger les plus faibles. Le pouvoir d'achat doit être augmenté : il faut rétablir les heures supplémentaires défiscalisées et rétablir l'universalité des allocations familiales. **Les petites retraites et les pensions de réversion modestes doivent être revalorisées.**

Il nous faut, aussi, installer au cœur de notre pays plus de liberté.

Des valeurs de liberté pour ceux qui travaillent, salariés, commerçants, artisans, professions libérales, agents publics, **ou ceux qui ont travaillé**, les retraités, et qui méritent plus de considération et de soutien. L'impôt sur le revenu doit baisser de 10% pour tous.

Des valeurs de liberté pour notre jeunesse qui a besoin de repères et de perspectives avec un avenir professionnel assuré. La formation par la voie de l'apprentissage doit être valorisée.

C'est dans ce nouveau contexte politique que je m'engage à soutenir sans faille ces valeurs. Demain à l'Assemblée c'est l'intérêt général qui, toujours, guidera mon vote. **Je soutiendrai les mesures qui iront dans le bon sens.** Mais je ne donnerai pas une confiance préalable.

Je ne voterai jamais des lois qui remettraient en cause notre identité, notre culture, nos traditions et notre histoire ou qui aboutiraient à alourdir encore plus le fardeau fiscal.

Je m'opposerai notamment avec la plus grande des fermetés à l'augmentation de la CSG qui fragilisera sévèrement les revenus des retraités, des travailleurs indépendants et des fonctionnaires.

Je combattrai avec la même détermination toute mesure qui aurait pour conséquence d'augmenter le nombre des étrangers souhaitant s'installer en France.

Je refuserai de cautionner les décisions qui auraient pour effet d'affaiblir les institutions de la République, l'autorité de l'État et la considération qui est due aux représentants de l'ordre et de la loi.

C'est dans cet état d'esprit constructif mais vigilant que je souhaite demain vous représenter.

Vive la France !
Je compte sur vous !
Avec mon fidèle dévouement

